



Déclaration liminaire de la FSU-SNUipp au Conseil d'Établissement du 10 novembre 2023

Voilà presque un mois jour pour jour, nous apprenions avec effroi et sidération l'attaque au couteau perpétrée contre plusieurs personnels d'un établissement d'Arras, entraînant le décès d'un professeur. Aujourd'hui encore, en France, en 2023, trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, l'école est prise pour cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, permettant à chaque élève d'entrevoir une porte, un avenir quel que soit son milieu d'origine. Cette idée est insupportable à celles et ceux qui sèment la terreur au nom de l'obscurantisme. Mais nous continuerons de porter cette idée d'une école émancipatrice pour toutes et tous parce que c'est bien ainsi que se construit l'avenir de la jeunesse et de notre pays. C'est aussi ce qui ressort du courrier de l'association des parents d'élèves du LFI Tokyo adressé à ses personnels. Courrier apprécié, nous tenons à vous remercier, sincèrement.

Sans transition, cette nouvelle mandature du Conseil d'Établissement est marquée par **l'absence de représentants des personnels du second degré**. Est-ce par manque d'intérêt pour la vie de l'établissement ? Est-ce une réponse à un problème de gouvernance ? Est-ce une lassitude, une fatigue des collègues qui se sont investis ? Les raisons peuvent être multiples et nous ne portons aucun jugement sur celles-ci. Cependant, nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation que nous interprétons comme une alerte forte sur la marche de notre établissement. Une attention toute particulière devrait y être portée, il en va du bon fonctionnement démocratique du LFI Tokyo. Dans la même perspective, **le traitement hors séance de questions diverses** empêche le débat et passe sous silence des sujets parfois très importants comme celui de la vidéosurveillance. Ce n'est pas satisfaisant. Le SNUipp appelle les membres du CE à se saisir de cette problématique afin que les conditions du débat de la précédente mandature ne se reproduisent pas cette année.

Cette nouvelle mandature s'ouvre également dans **un contexte financier toujours très tendu** pour le LFI Tokyo. En juin, la FSU Tokyo a interpellé l'Agence à ce sujet en identifiant clairement les responsabilités de l'Agence et de l'Ambassade qui détiennent à elles deux la majorité des voix du Conseil d'Administration. L'Agence a reconnu des mauvaises décisions et une gestion à l'année de l'établissement et non via un plan pluriannuel. Elle a conclu sa réponse en affirmant que *"l'effort devra donc être poursuivi sur plusieurs années afin de pouvoir reconstituer les réserves de l'établissement et faire face au défi de financer."* Pour la FSU Tokyo, il n'est pas normal que les personnels et les familles soient les seuls à fournir des efforts.

Enfin, cette nouvelle mandature s'inscrit dans un contexte alarmant pour l'Agence qui se retrouve, voire se met en position de faiblesse. Il nous semble important d'en faire un rapide tour d'horizon.

En premier lieu, elle est à nouveau affaiblie par les déconventionnements d'établissements. Après Hong-Kong, Washington et Zurich ces dernières années, voici venu le tour de Dubaï et, pour la rentrée 2024, celui des lycées d'Alicante et de Villanueva de la Cañada. Autrefois accidents dans l'histoire de l'établissement public, les déconventionnements sont devenus endémiques. Naguère, l'opérateur public AEFÉ, habité du sens de l'État et de ses missions de service public, luttait pour sauvegarder ses établissements, tentant de protéger aussi ses personnels et une cohérence globale : ces temps sont révolus, et l'outil d'influence en ressort amoindri.

En deuxième lieu, l'AEFE est quasi systématiquement affaiblie par les retards de publication des textes la régissant. Fin juillet, l'arrêté ISVL de janvier 2023 venait seulement d'être publié, celui d'avril était encore attendu alors que celui de juillet devait être bouclé ! Un tel retard pose tout d'abord de réels problèmes de gestion pour l'Agence, et peut aussi avoir une incidence conséquente pour les personnels dans les cas de baisse de l'ISVL, comme ce fut le cas ici en septembre.

Troisièmement, l'AEFE s'affaiblit en négligeant ses personnels. Alors qu'ils sont le fer de lance de son rayonnement et de son attractivité, la plupart des dossiers les concernant sont laissés en jachère. Enfin, l'opérateur public doit aussi savoir affirmer ses besoins de fonctionnement devant le MEN. Les effets du bornage des détachements à 6 ans se font déjà sentir, pénalisent les missions de l'Agence et affaiblissent l'attractivité de ses postes. La FSU demande à nouveau la fin de ce bornage.

L'opérateur public doit reprendre sa vraie place de pilote ayant comme principal objectif d'assurer sa mission d'une éducation d'excellence pour toutes et tous, et non d'une éducation élitiste. L'Agence a pour vocation de maintenir la stabilité d'un réseau dont elle est officiellement la colonne vertébrale, d'assurer la pérennité d'un outil de rayonnement au service de la France.